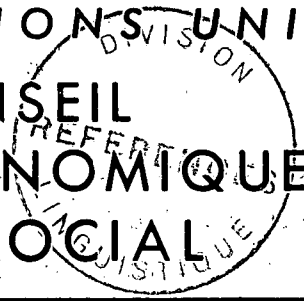




NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/3925
19 juin 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-septième session
Point 27 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes
d'intolérance religieuse

Note du Secrétaire général

1. A sa vingtième session, la Commission des droits de l'homme était saisie d'un avant-projet de déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse^{1/}. Elle a constitué un groupe de travail qu'elle a chargé d'élaborer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse^{2/}. Le Groupe de travail a présenté son rapport^{3/}, que la Commission a examiné à sa 810ème séance.
2. Dans sa résolution 2 (XX), la Commission a prié le Secrétaire général de transmettre a) aux gouvernements des Etats Membres, pour qu'ils communiquent leurs observations le 15 juin 1964, au plus tard, le rapport du Groupe de travail et l'avant-projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse soumis par la Sous-Commission; b) au Conseil économique et social, à sa trente-septième session, les observations des gouvernements et les documents mentionnés à l'alinéa a). La Commission a recommandé au Conseil de consacrer l'attention qu'il jugerait possible au projet de déclaration sur toutes les formes d'intolérance religieuse, compte tenu des observations des gouvernements, et de transmettre les documents pertinents à l'Assemblée générale pour examen à sa dix-neuvième session.

1/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Supplément No 8 (E/3873), par. 294.

2/ Ibid., par. 10 et 295.

3/ Ibid., par. 296.

3. En conséquence, le Secrétaire général transmet au Conseil le rapport du Groupe de travail et l'avant-projet de déclaration que la Sous-Commission avait soumis à la Commission des droits de l'homme, qui figurent tous deux dans le rapport de la Commission sur sa vingtième session^{4/}, ainsi que les observations des Gouvernements du Canada, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Irlande et du Kenya, qui sont jointes en annexe au présent document.

4. Les observations que des gouvernements pourraient présenter par la suite seront communiquées au Conseil sous forme d'additif à la présente note.

^{4/} Voir les notes 1/ et 3/ qui précèdent.

ANNEXE

CANADA

Le Gouvernement canadien attache une grande importance à l'élaboration d'une déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Il s'intéresse activement en effet à toute la question des droits de l'homme et il souhaite en particulier contribuer à prévenir et à éliminer l'intolérance religieuse dans toutes les régions du monde. Aussi, le représentant du Canada à la Commission des droits de l'homme a-t-il participé activement aux débats du Groupe de travail que la Commission a constitué, à sa vingtième session, en vue de préparer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.

Le Gouvernement canadien présente les observations provisoires ci-après sur les projets d'articles élaborés par le Groupe de travail sans préjudice de la position définitive qu'il adoptera à l'égard du projet de déclaration lui-même et il se réserve le droit de présenter de nouvelles observations lorsque les organes compétents des Nations Unies examineront le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.

Le Gouvernement canadien approuve l'emploi de l'expression "religion ou conviction" proposée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que la définition du mot "conviction" proposée par le représentant du Royaume-Uni au Groupe de travail. Libellée de cette manière, la déclaration garantirait à la fois le droit d'adhérer à une religion et celui d'avoir des convictions non religieuses.

Le texte élaboré par le Groupe de travail pour les articles I, II, III et VI rencontre l'agrément du Gouvernement canadien. Il n'est pas nécessaire, à son avis, d'insérer dans ces articles les membres de phrases qui figurent entre crochets, surtout si l'on adopte la définition du mot "conviction" proposée par le Royaume-Uni.

Le Gouvernement canadien approuve aussi le texte du paragraphe 1 du projet d'article IV, mais il estime que le paragraphe 2 est superflu et même qu'il risque d'induire en erreur. En effet, il ressort clairement des dispositions des projets d'articles I, II, III et du premier paragraphe de l'article IV que des garanties

contre la discrimination et l'intolérance fondées sur la religion ou la conviction doivent être assurées en ce qui concerne l'ensemble des droits de l'homme. Préciser, comme il est dit au paragraphe 2 de l'article IV, que des efforts particuliers seront faits pour empêcher toute discrimination fondée sur la religion ou la conviction, notamment dans certains domaines des droits de l'homme, pourrait donner à penser que, s'agissant des autres domaines des droits de l'homme, il n'y aurait pas lieu de faire les mêmes efforts pour empêcher la discrimination fondée sur la religion ou la conviction.

Le texte proposé par le Groupe de travail pour le paragraphe 1 de l'article V n'appelle pas d'objections de la part du Gouvernement canadien, à condition qu'on maintienne les mots "ou présumés" et qu'on supprime la dernière phrase de ce paragraphe. Des difficultés pourraient s'élever, en effet, lorsqu'il s'agit de déterminer quand un enfant possède "une conscience suffisante de ses actes", ce critère, loin d'être objectif, étant vague et subjectif.

Le Gouvernement canadien s'oppose à l'inclusion du paragraphe 2 de l'article V dans le projet de déclaration. Ces dispositions n'ont pas leur place dans le projet de déclaration car elles semblent mettre injustement en doute le rôle qui revient aux parents ou aux tuteurs légaux en ce qui concerne le choix de la religion ou de la conviction dans laquelle un enfant doit être élevé. En conséquence, le Gouvernement canadien estime que ce paragraphe ne devrait pas figurer dans une déclaration internationale en la matière.

Le Gouvernement canadien se réserve le droit de faire des observations sur les propositions présentées par les Etats-Unis d'Amérique, la RSS d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui figurent à l'appendice de l'annexe II à la note du Secrétaire général SO 239 (6-2) lorsque l'organe compétent des Nations Unies procédera à l'examen détaillé de ces propositions.

CHINE

Le Gouvernement de la Chine est favorable à l'élaboration d'une déclaration et d'une convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Il estime que le projet présenté par la Commission des droits de l'homme constitue une bonne base de travail pour l'élaboration de la déclaration.

/...

La première question qui se pose est celle du titre de la déclaration envisagée. On peut se demander s'il est possible, en ayant recours à une déclaration ou à une convention internationale, d'éliminer "toutes les formes d'intolérance religieuse". L'intolérance est un état d'esprit ou une attitude psychologique qu'aucune législation, qu'elle soit nationale ou internationale, ne peut empêcher ni réglementer directement. Peut-être conviendrait-il de modifier le titre du projet de manière à lire : "Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination religieuse". Le fait que le mot "discrimination" apparaît aux articles II, III, IV et VI du projet, alors que le mot "intolérance" ne figure nulle part dans le texte, vient renforcer cette suggestion.

Il serait même peut-être encore plus judicieux d'intituler cet instrument "déclaration sur la tolérance religieuse", ce qui ferait ressortir la valeur positive de la tolérance et de la compréhension. Cette déclaration pourrait être un document d'une importance historique si elle exposait, en termes à la fois nobles et simples, les grands principes de la liberté de religion et de la liberté absolue de pensée et de conscience.

S'agissant de l'article premier, il n'est guère nécessaire d'y insérer une définition de l'expression "religion ou conviction", pour préciser qu'elle englobe "l'agnosticisme" ou "l'athéisme", étant donné qu'il est dit clairement dans cet article que toute personne a la "liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à toute religion ou conviction et celle de changer de religion ou de conviction". Il est évident qu'en vertu de cet article, toute personne peut adhérer au monothéisme, au polythéisme, à l'athéisme ou à l'agnosticisme.

Le Gouvernement de la Chine présentera tous autres commentaires qu'il jugera nécessaires, lorsque le projet de déclaration sera soumis à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Les Etats-Unis estiment que l'adoption d'une déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse contribuera considérablement à promouvoir la compréhension et le respect des droits de l'homme, et ils espèrent qu'un projet de texte pourra être mis au point pour être soumis à l'Assemblée générale, à sa

dix-neuvième session, en automne 1964. Ils considèrent l'avant-projet de déclaration soumis en janvier 1964 par la Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités comme une base de travail solide en vue de l'élaboration d'une déclaration appropriée, et ils accueillent avec satisfaction les propositions du Groupe de travail constitué par la Commission des droits de l'homme, qui précisent et améliorent ceux des articles du projet soumis par la Sous-Commission que le Groupe de travail a été en mesure d'examiner.

En ce qui concerne le projet d'articles rédigé par le Groupe de travail, les Etats-Unis sont favorables à son adoption, si on y ajoute ou on en supprime les passages entre crochets indiqués ci-après :

Article premier. Les Etats-Unis estiment que l'expression "religion ou conviction" convient parfaitement pour définir le domaine sur lequel doit porter la déclaration, eu égard aux dispositions de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'expression "religion ou conviction" a été adoptée en 1948 dans la Déclaration universelle comme comprenant tous les concepts apparentés, et les Etats-Unis ne pensent pas qu'il y ait des concepts nouveaux auxquels cette expression ne s'appliquerait pas. Ils ne voient pas d'inconvénient à inclure les mots "toute croyance religieuse ou conviction non religieuse", si la majorité le juge utile. Ils n'approuvent pas l'insertion dans la déclaration, que ce soit à l'article premier ou ailleurs, d'une définition quelconque qui ferait mention d'une religion, philosophie, doctrine ou façon de penser déterminée; ils estiment que toute énumération de ce genre, même donnée à titre de simple indication, risque d'omettre des catégories de pensée que les auteurs du projet ne connaissent pas ou qui n'ont pas encore été envisagées, ce qui aurait pour résultat de priver la déclaration de son caractère d'universalité. Pour la même raison, les Etats-Unis s'élèvent contre la proposition tendant à préciser que "le terme 'conviction' est considéré comme désignant les diverses croyances théistes ou toutes autres convictions telles que l'agnosticisme, la libre pensée, l'athéisme et le rationalisme", de même que contre la proposition tendant à faire reconnaître que "l'expression religion ou conviction" désigne "tant les croyances religieuses que les convictions athées".

Article II. Le texte de cet article est acceptable dans sa forme actuelle.

Article III. Les Etats-Unis sont en faveur de l'insertion des mots "en ce qui concerne ses droits et libertés fondamentaux". Ils s'opposent à l'insertion des mots "tels qu'ils sont définis par la Constitution ou par la loi", parce qu'ils estiment que cela limiterait indûment la portée de cette disposition.

Article IV. De l'avis des Etats-Unis, le premier paragraphe de cet article suffit. Si le deuxième paragraphe est conservé, il faudrait insérer les mots "l'accès à" avant les mots "la citoyenneté", afin de bien préciser que cette disposition s'applique tant à l'octroi de la citoyenneté qu'à l'exercice des droits de citoyen. Les Etats-Unis proposent également, si le deuxième paragraphe doit figurer dans la déclaration, qu'il y soit fait mention de la discrimination dans certains domaines économiques et sociaux, tels que l'éducation, le logement et l'emploi.

Article V. Les Etats-Unis estiment qu'il ne faut priver aucun enfant du droit de grandir dans une atmosphère religieuse et de recevoir une éducation religieuse conforme aux vœux de ses parents. Ils approuvent le premier paragraphe de cet article, mais estiment que la dernière phrase, figurant entre crochets, est trop vague; si elle doit être maintenue, on pourrait remplacer les mots "une conscience suffisante de ses actes" par une formule plus précise, par exemple "atteint l'âge de juger en connaissance de cause".

Le deuxième paragraphe est ambigu et prête à confusion dans ce contexte, et les Etats-Unis estiment qu'il faudrait le supprimer. Il semble que l'énoncé de ces restrictions aurait sa place dans un article général conçu dans le sens de l'article XIII de l'avant-projet de la Sous-Commission.

Article VI. Les Etats-Unis approuvent l'insertion, à l'alinéa b), des mots "dans son pays et à l'étranger", afin de bien préciser que cette disposition vise la liberté de religion et de conviction sans considération de frontières.

Articles additionnels. En vue de reprendre d'autres dispositions de l'avant-projet de la Sous-Commission, les Etats-Unis ont proposé au Groupe de travail quatre nouveaux articles dont le texte figure à l'annexe du document E/CN.4/713/Rev.1. Selon eux, la déclaration devrait contenir ces articles.

Les Etats-Unis estiment que la déclaration pourrait également comprendre diverses autres dispositions figurant dans l'avant-projet de la Sous-Commission et auxquelles le Groupe de travail ne s'est pas arrêté, par exemple celles qui intéressent le droit de publier des ouvrages religieux et de former le personnel des cultes, le droit des communautés religieuses de solliciter et de recevoir des fonds, et l'assurance que nul ne sera contraint de contribuer à l'entretien d'une religion, de prêter un serment de caractère religieux ou de se prêter à une cérémonie religieuse de mariage ou autre cérémonie religieuse qui irait à l'encontre de ses convictions. Les Etats-Unis sont disposés à appuyer l'insertion, dans le projet de déclaration, de dispositions sur ces questions et sur d'autres.

Si l'on adopte un article énonçant des limitations, conçu comme l'article XIII de l'avant-projet de la Sous-Commission, les Etats-Unis proposent que les exceptions mentionnées au paragraphe 1 de cet article soient remplacées par une déclaration de principe reconnaissant que les libertés de pensée, de conscience et de religion sont des droits fondamentaux de l'homme, qui sont inaliénables et ne doivent faire l'objet d'aucune limitation.

Les Etats-Unis attendent avec intérêt la suite des travaux sur l'élaboration de la déclaration, qui offrira l'occasion d'examiner le problème de l'intolérance religieuse, eu égard à l'expérience et à la connaissance intime qu'en ont tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et se proposent de faire, le moment venu, les observations et suggestions qu'ils jugeraient nécessaires.

IRLANDE

"... Le représentant permanent a l'honneur de communiquer certaines observations du Gouvernement irlandais touchant, à la fois, le Projet de principes sur la liberté et la non-discrimination en matière de religion et de pratiques religieuses et le projet de déclaration et de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Il présume que ces observations seront examinées par la Commission des droits de l'homme, lorsqu'elle abordera la question du projet de principes, à sa vingt et unième session, et par le Conseil économique et social, lorsqu'il étudiera le projet de déclaration et de convention à sa trente-septième session ..."

/...

Le Gouvernement irlandais ne méconnaît pas les louables motifs qui ont inspiré la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en ce qui concerne la liberté et la non-discrimination en matière de religion et de pratiques religieuses, et voudrait rendre hommage à la Sous-Commission pour le travail qu'elle a accompli en rédigeant un projet de principes dans ce domaine.

Le gouvernement estime néanmoins qu'en s'acquittant de cette tâche importante et fort délicate, la Sous-Commission ne s'est pas suffisamment attachée au véritable concept de religion, qui représente plus qu'une simple opinion. Par exemple, il est proposé d'insérer une disposition garantissant la liberté de ne pas adhérer à une religion. Or la liberté de ne pas adhérer à une religion relève essentiellement de la conscience personnelle et il est permis de douter de l'opportunité de la faire figurer dans une déclaration de principes sur la liberté et la non-discrimination en matière de religion et de pratiques religieuses. Il convient de noter à cet égard qu'en vertu de la Constitution irlandaise (alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 44) "L'Etat reconnaît que l'hommage de l'adoration publique est dû au Dieu Tout-Puissant. Il révere son nom, il respecte et honore la religion." Si, toutefois, la liberté de ne pas adhérer à une religion est mentionnée dans la déclaration, elle devrait faire l'objet des restrictions prévues à l'alinéa a) du paragraphe 2 de la troisième partie. La Constitution irlandaise (alinéa 1 du paragraphe 2 de l'article 44) dispose que : "La liberté de conscience, la liberté de professer et de pratiquer une religion sont, sous réserve des exigences de la moralité et de l'ordre public, garanties à tous." De même, il ne semble pas souhaitable d'assimiler à la religion des "convictions", ce terme pouvant désigner des convictions sans rapport avec la religion, et il est permis de contester l'opportunité de mentionner les "convictions" dans un document de ce genre. Ce sont là des considérations qui ont déjà été soulevées dans les observations des Gouvernements français (E/CN.4/809/Add.9) et argentin (E/CN.4/809/Add.7), et le Gouvernement irlandais voudrait s'associer aux remarques faites par ces gouvernements à propos des questions ci-dessus.

KENYA

Le Gouvernement kényen reconnaît l'opportunité d'appuyer la Déclaration et la Convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse; il accepte à cet égard la définition autrichienne qui figure à la première page de l'annexe II et est libellée comme suit : "Aux fins de la présente Déclaration, le terme 'conviction' est considéré comme désignant les diverses croyances théistes ou toutes autres convictions telles que l'agnosticisme, la libre pensée, l'athéisme et le rationalisme."

On trouvera ci-après les commentaires du Gouvernement kényen à propos des différents articles :

Article premier : Le projet de principes semble concorder, d'une manière générale, avec les principes appliqués au Kenya en matière de droit pénal, et peut, par conséquent, être accepté. Le paragraphe 1 de l'article 22 de la Constitution kényenne garantit la protection de la liberté de conscience, telle qu'elle y est définie. Voici un extrait du texte en question : "Nul ne sera empêché de jouir de sa liberté de conscience, et aux fins du présent article ladite liberté implique la liberté de pensée et de religion, la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester et de propager sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement de rites." Tout en admettant la liberté de religion et le droit de l'exercer, certains pays conçoivent la liberté de religion et de conscience dans le cadre général de leur constitution, de telle sorte qu'on ne puisse dissocier l'Etat, la politique et les institutions sociales. Conformément à la conception philosophique fondamentale de ces Etats, qui se fonde sur l'histoire, la tradition et des convictions inébranlables, l'Etat, qui englobe les institutions politiques, religieuses et sociales, est une entité indissociable.

Article II : Il semble souhaitable de prévoir des exceptions au principe général. Il existe des circonstances dans lesquelles un acte, en lui-même discriminatoire, est nécessaire en vertu d'une loi, dans la mesure où la loi en question contient des dispositions normalement indispensables dans l'intérêt de la défense, de la sûreté, de l'ordre public, de la moralité et de la santé publiques, ou même

aux fins de protéger les droits et libertés d'autres personnes, y compris leur droit d'observer et de pratiquer une religion, sans que les adeptes d'une autre religion aient le droit d'intervenir de leur propre chef. Il convient donc de modifier l'article en ce sens.

Article III : Comme à l'article II, il convient de prévoir les cas où il peut se révéler nécessaire, pour des raisons de sécurité, d'apporter certaines restrictions aux droits et aux libertés fondamentales de l'homme.

Article IV : Si l'Etat doit rester neutre dans toutes les questions concernant la religion ou les convictions, sauf lorsqu'il est porté atteinte aux droits dans ce domaine, il faudrait que partout l'Etat soit séparé de l'Eglise.

Article VIII : Les prescriptions de la religion du défunt doivent être respectées pour toutes les questions touchant les coutumes funéraires, sous réserve des vœux exprimés, le cas échéant, par ledit défunt de son vivant, ou à défaut par sa famille, ou un ami intime. (Il est proposé d'ajouter les mots "ou un ami intime" à la fin de cet article.)

Observations générales concernant l'annexe

L'esprit général des articles, ainsi que les réactions des autres Etats, correspondent dans une large mesure à la pratique suivie au Kenya.
